

Note de synthèse



1. Contexte et principaux enjeux

2. Récents développements

Évolutions concernant la dimension extérieure de la PCP

Nouveau Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

Interdiction des rejets

Organisation commune de marché et meilleur étiquetage des produits de la pêche

La mise en œuvre de la réglementation INN et les initiatives des pays ACP

3. Implications pour les pays ACP

Surveiller la mise en œuvre de la réforme de la PCP

Diversifier les partenaires dans le but d'augmenter les bénéfices à long terme

Développement d'un secteur de la pêche local

Transparence et participation des parties prenantes : des ingrédients clés pour des bénéfices à long terme

La politique commune de la pêche de l'UE après réforme : aspects clés pour les pays ACP

1. Contexte et principaux enjeux

La politique commune de la pêche (PCP) fait l'objet d'une révision tous les 10 ans. La dernière réforme convenue entre la Commission européenne, le Conseil européen et le Parlement européen en novembre 2013 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Les principaux objectifs de la PCP réformée sont notamment les suivants :

- ramener les stocks de poissons à des niveaux durables, en fixant les limites de pêche à des rendements maximaux

durables, pour tous les stocks de poissons, à l'horizon 2020 au plus tard ;

- mettre un terme aux pratiques de pêche dommageables qui génèrent des quantités importantes de rejets ;
- créer des opportunités d'emploi et de croissance dans les zones côtières dépendantes de la pêche.

Plusieurs mesures ont été mises en place à cet effet, notamment :

- une interdiction des rejets, qui sera assurée essentiellement par le biais d'une obligation de débarquer toutes les captures (à commencer par les pélagiques), ainsi que des efforts visant à promouvoir la sélectivité ;
- la décentralisation du processus de prise de décision ;
- l'autonomisation des parties prenantes au travers du renforcement des Comités consultatifs régionaux – plus particulièrement, un nouveau Comité consultatif des marchés est en cours de mise en place ;
- un soutien ciblé pour l'aquaculture, en particulier les pêcheries à petite échelle.

La PCP réformée doit également être guidée par les principes de bonne gouvernance, notamment :

- le renforcement des connaissances scientifiques ;
- la prise de décision basée sur les meilleurs avis scientifiques disponibles ;
- l'implication des parties prenantes ;
- la promotion de la cohérence entre les dimensions interne et externe de la PCP.

« La promotion de la cohérence exige d'appliquer aux flottes pêchant en dehors des eaux de l'UE des conditions de durabilité similaires à celles pêchant au sein de l'UE »

La promotion de la cohérence exige d'appliquer aux flottes pêchant en dehors des eaux de l'UE des conditions de durabilité similaires à celles pêchant au sein de l'UE. Cela a débouché sur l'inclusion d'un chapitre spécifique dans la PCP traitant des

activités de pêche externes. Ce chapitre sert de fondement aux positions et initiatives de l'UE dans les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP), les accords de partenariat de pêche bilatéraux, ainsi que certaines mesures s'appliquant aux flottes européennes pêchant en dehors des accords de pêche, décourageant par exemple le changement de pavillon abusif des navires de l'UE pour celui de pays tiers.

Le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) a été adopté en 2014 et il soutiendra la mise en œuvre de la PCP réformée.

Enfin, le règlement de l'UE sur la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) reste une partie essentielle de la législation de l'UE en matière de pêche et, même s'il n'était pas couvert par la réforme, plusieurs de ses éléments contribueront à sa mise en œuvre, par exemple les mesures pour la mise en place d'un système efficace de suivi, contrôle et surveillance.

La PCP réformée promeut également la consommation de ressources halieutiques durablement gérées et pêchées. Dans ce contexte, l'Organisation commune de marché (OCM) pour le poisson et les produits de l'aquaculture inclut de nouvelles règles qui visent à assurer la traçabilité, la sécurité et la qualité du poisson commercialisé dans l'UE.

2. Récents développements

Évolutions concernant la dimension extérieure de la PCP

Un chapitre entier du règlement de base de la PCP est consacré à la politique externe de l'UE, abordant à la fois les ORGP et les accords bilatéraux. Ces

accords bilatéraux (anciens accords de partenariat de pêche – APP) ont été rebaptisés accords de partenariat de pêche durable (APPD), pour mettre en avant le nouvel accent mis sur la durabilité et la bonne gouvernance des activités de pêche de l'UE dans les eaux des pays tiers.

« Les propositions de la CE sur la transparence des accords d'accès ont été incorporées dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la pêche durable »

Les propositions de la CE sur la transparence des accords d'accès ont été convenues par les membres de l'UE et incorporées dans la résolution 2013 de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la pêche durable. La section de la résolution sur « la coopération sous-régionale et régionale » (paragraphe 134) reconnaît l'importance de « garantir la transparence de la communication de l'information sur les activités de pêche dans le cadre des organismes et arrangements régionaux de gestion des pêches de façon à faciliter les efforts visant à lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et de veiller à ce que ces organismes et arrangements s'acquittent de leurs obligations en matière de communication de l'information » (voir article Agritrade « [Des propositions sur la transparence des accords d'accès insérées dans la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies sur la pêche durable](#) », 9 mars 2014).

Une conférence organisée en janvier 2014 a discuté des implications de la réforme de la dimension extérieure de la PCP, les participants soulignant le besoin de transparence dans l'allocation des ressources et dans la gouvernance du secteur. La conférence a mis en lumière les défis de la protection de la biodiversité, aussi bien dans les

zones économiques exclusives (ZEE) que dans les eaux internationales, au travers de relations de pêche de l'UE avec les pays tiers. Les participants ont affirmé que les mesures nécessaires devaient être prises pour préserver le potentiel de production des stocks de poissons en vue de contribuer à la sécurité alimentaire sur le long terme (voir article [Agritrade « Une conférence internationale analyse la dimension extérieure de la nouvelle PCP »](#), 23 juin 2014).

« Plus de la moitié des flottes externes de l'UE opère en dehors des APPD et des ORGP, l'UE n'ayant qu'une capacité limitée à vérifier que ces navires se conforment à la législation de la PCP »

La question de la cohérence entre la dimension extérieure de la PCP et la sécurité alimentaire a également été examinée dans un document publié par le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM). L'ECDPM a reconnu que, du point de vue du développement et de la sécurité alimentaire, la dimension extérieure de la PCP réformée représente une amélioration considérable par rapport à la législation précédente. Néanmoins, il a été noté que plus de la moitié des flottes externes de l'UE opère en dehors des APPD et des ORGP, au travers d'accords privés, d'entreprises conjointes ou de pavillons non UE, l'UE n'ayant qu'une capacité limitée à vérifier que ces navires se conforment à la législation de la PCP (voir article [Agritrade « Renforcer la cohérence de la politique de pêche avec la sécurité alimentaire »](#), 3 mars 2014).

Le rapport de l'ECDPM a recommandé qu'une série de directives claires soient établies sur la manière de promouvoir la cohérence des politiques pour le développement au travers d'objectifs

spécifiques intégrés dans la PCP, liés aux questions de sécurité alimentaire, et que des indicateurs appropriés soient mis en place pour mesurer les progrès dans ce domaine.

La nécessité d'éviter les changements de pavillon, pour contourner les contrôles de l'UE conçus pour promouvoir le déploiement de niveaux durables des efforts de pêche dans les eaux ACP, a été longuement débattue. En effet, cette préoccupation a été prise en compte dans le règlement de base de la PCP réformée à l'article 41 (voir article [Agritrade « La commission de la pêche du Parlement européen se prononce sur le rapport de la future dimension extérieure de la PCP »](#), 4 novembre 2012).

Les organisations non gouvernementales (ONG) sont d'avis que l'article 41 pourrait être mieux mis en œuvre au travers de la révision proposée du règlement sur les autorisations de pêche (FAR) de la CE. Dans le cadre d'une consultation de la CE sur le sujet, les ONG et les syndicats ont formulé des commentaires et propositions conjoints pour aborder, dans le cadre du processus de révision du FAR, des questions spécifiques telles que :

- le changement de pavillon abusif ;
- le manque de transparence dans les accords privés ;
- la nécessité de garantir que la législation sociale est correctement appliquée ;
- la nécessité d'assurer la cohérence et la conformité avec le règlement sur le contrôle, le règlement INN et le règlement sur les pays autorisant une pêche non durable.

(Voir article [Agritrade « Les organisations de la société civile donnent leur](#)

[avis sur les conditions d'accès aux flottes européennes opérant en dehors des APP »](#), 19 août 2013.)

Dans la réponse au processus de consultation de la CE, l'administration espagnole des pêches a mis en exergue une mesure innovante prise par les autorités espagnoles pour s'assurer que les navires espagnols pêchant en dehors d'un APP se conforment aux mêmes exigences que les navires pêchant en vertu d'accords de l'UE. À cet égard, mis à part les licences obligatoires du pays tiers, tous les navires de pêche espagnols pêchant en dehors des eaux de l'UE doivent obtenir un permis de pêche temporaire délivré par l'administration espagnole, qui exige également d'appliquer la législation pertinente de l'UE et des ORGP, ainsi que les lois nationales en la matière. L'administration espagnole applique également un système de vérification des licences allouées par les pays tiers au travers du réseau d'ambassades espagnoles et de délégations de l'UE, exigeant une preuve de paiement au Trésor du pays concerné. De cette manière, elle vérifie l'authenticité et la validité de la licence et le transfert au Trésor (voir article [Agritrade « L'Espagne montre l'exemple en matière de lutte contre la pêche INN au sein de l'UE »](#), 28 avril 2014).

Le secteur privé de l'UE partageait des objectifs similaires pour s'assurer que des normes de durabilité similaires sont appliquées à toutes les flottes en eaux lointaines, afin de créer des règles du jeu équitables.

Deux initiatives sont remarquables dans ce contexte. Tout d'abord, l'accord entre la Confédération européenne des syndicats (CES) et les associations européennes d'armateurs (Europêche/Cogeca) sur une clause sociale révisée qui pourrait faire

partie intégrante des APPD avec les pays tiers, notamment la Convention 188 sur le travail dans le secteur de la pêche de l'Organisation internationale du travail (OIT). L'objectif est que cette disposition promeuve la ratification de la Convention de l'OIT par l'UE, en l'aidant à entrer en vigueur au niveau international, jetant les fondements de meilleures conditions de travail à bord de tous les navires, y compris toutes les flottes de pêche en eaux lointaines actives dans les eaux ACP, et qu'elle contribuera à établir des règles du jeu équitables (voir article *Agritrade* « [Les partenaires de l'UE adoptent une clause sociale pour les accords de pêche](#) », 16 juin 2014)

La seconde initiative était l'accord entre le gouvernement espagnol et les associations de pêche au thon en vertu duquel les thoniers appartenant à des ressortissants espagnols mais battant pavillon étranger s'engagent volontairement à faciliter la surveillance satellitaire de leurs activités et à soumettre leurs positions en temps réel en utilisant des systèmes de traçabilité. En outre, les armateurs fourniront une copie des licences de pêche dans les eaux de pays tiers, des registres de capture, des déclarations de débarquement ou de transbordement, par exemple. Cela établira des règles du jeu équitables entre les navires battant pavillon étranger détenus par les ressortissants espagnols et les navires battant pavillon espagnol (voir article *Agritrade* « [Les navires thoniers espagnols battant pavillon étranger devront se conformer aux normes de la PCP en matière de contrôle](#) », 16 juin 2014).

Nouveau Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche

Venant clôturer cinq années de processus de réforme de la PCP, le FEAMP – représentant 6,7 milliards d'euros de

subventions – a finalement été adopté en avril 2014.

Afin de respecter la règle du rendement maximal durable de la pêche, davantage de fonds seront alloués à la collecte de données. D'autres priorités telles que le développement de l'aquaculture, le suivi, le contrôle et la surveillance, ainsi que le soutien aux régions les plus éloignées, y compris les pays ACP voisins (tels que la Guadeloupe, la Martinique, la Réunion et les îles Canaries), seront également financées dans le cadre du FEAMP.

« Le FEAMP permettra de soutenir des investissements pour le retrait, le remplacement ou la modernisation des moteurs, afin de réduire les émissions de polluants et de gaz à effet de serre et accroître l'efficacité énergétique »

Le FEAMP permettra de soutenir des investissements pour le retrait, le remplacement ou la modernisation des moteurs (principalement en direction des pêcheries à petite échelle), afin de réduire les émissions de polluants et de gaz à effet de serre et accroître l'efficacité énergétique. Il pourra également financer des mesures pour la cessation temporaire des activités de pêche, jusqu'à six mois, en cas de non-renouvellement d'un accord de pêche avec un pays tiers. En outre le Conseil a accepté une demande du PE visant à exclure du champ d'application toutes les opérations qui ont pour effet d'augmenter la capacité de pêche des navires (voir article *Agritrade* « [Les institutions de l'UE conviennent d'une aide au secteur de la pêche européen pour 2014-2020](#) », 9 mars 2014). La CE a souligné qu'aucune subvention ne sera allouée à la construction de nouveaux navires de pêche, pour éviter de contribuer la capacité de pêche.

Bien que les ONG aient généralement salué la position du Parlement européen, il a été noté que les subventions dommageables pour l'environnement, comme le financement pour le renouvellement des moteurs des navires, étaient toujours disponibles dans le fonds (voir article *Agritrade* « [L'instrument financier de l'UE pour les pêches est définitivement adopté](#) », 12 mai 2014).

Les discussions à l'OMC ont montré que les types de subventions actuellement débattus dans l'UE – construction de navires, remplacement des anciens moteurs par des moteurs plus économes en carburant – augmentent la capacité. Le fait qu'ils puissent être réservés à la pêche à petite échelle peut correspondre à ce que l'OMC appelle un « traitement spécial et différencié », à condition que l'UE clarifie sa définition de la pêche à petite échelle (voir article *Agritrade* « [La décision de l'UE sur les subventions à la pêche pourrait avoir des implications sur les négociations au niveau mondial](#) », 18 mai 2013).

Le FEAMP, cependant, ne financera pas les APPD ou la participation de l'UE dans les ORGP parce qu'ils sont couverts par un fonds séparé spécifique.

Interdiction des rejets

Les données de l'UE montrent que les pêcheurs européens rejettent en moyenne 25 % de leurs captures, et parfois jusqu'à 70 % dans certaines pêcheries. De toutes les nouvelles règles convenues dans la PCP réformée, l'interdiction des rejets de poissons indésirables par-dessus bord est sans doute celle qui suscite le plus de controverse. L'interdiction des rejets inclut une obligation de débarquer toutes les captures des activités de pêche dans les eaux de l'UE ou par

les navires de pêche enregistrés dans l'UE, ainsi que les incitants pour aider les pêcheurs à acheter de nouveaux engins de pêche pour réduire la quantité de poisson non désiré capturé (voir article *Agritrade* « [Mise en œuvre de la réforme de la PCP : l'interdiction des rejets soulève des questions en termes de coûts et d'application](#) », 29 septembre 2013).

« De toutes les nouvelles règles convenues dans la PCP réformée, l'interdiction des rejets de poissons indésirables par-dessus bord est sans doute celle qui suscite le plus de controverse »

La mise en œuvre de l'interdiction des rejets fait cependant l'objet de critiques, plus particulièrement parce qu'elle prendra effet immédiatement, à commencer par les pélagiques, tandis que les méthodes de pêche sélectives prendront plus de temps à être introduites. Une étude a affirmé que l'élimination des rejets aura des impacts négatifs sur l'environnement à moins qu'elle ne soit mise en œuvre avec des méthodes de pêche plus sélectives.

Le Comité économique et social européen (CESE) a plaidé pour une approche plus progressive et proportionnée, basée sur une réduction progressive des rejets, la promotion et l'encouragement des engins de pêche sélectifs, la mise en œuvre de mesures visant à transformer les produits de la pêche de manière à augmenter la valeur ajoutée, la recherche de débouchés et l'adaptation de l'infrastructure des navires et des ports de pêche. Ces règles plus flexibles offriraient aux opérateurs une période d'adaptation transitoire sans l'application de pénalités très lourdes. Il regrette également qu'il n'y ait pas eu d'évaluation d'impact préalable pour étudier les répercussions de l'obligation de débarquement

pour chaque flotte. Il considère qu'une telle étude est particulièrement nécessaire pour les pêcheries de pélagiques en dehors de l'UE dans le cadre des ORGP (voir article *Agritrade* « [La mise en œuvre de l'interdiction des rejets soulève de plus en plus de critiques](#) », 22 juillet 2014).

Organisation commune de marché et meilleur étiquetage des produits de la pêche

Le règlement de la PCP inclut des mesures pour l'organisation commune des marchés des produits de la pêche et de l'aquaculture (article 35). Ces dispositions abordent :

- la compétitivité de l'industrie de la pêche et de l'aquaculture de l'UE ;
- la transparence et la stabilité des marchés ;
- la création de règles du jeu équitables pour tous les produits commercialisés dans l'UE ;
- la nécessité pour les consommateurs d'avoir un approvisionnement divers en produits de la pêche et de l'aquaculture ;
- la nécessité de disposer d'informations vérifiables et exactes concernant l'origine du produit et son mode de production.

S'agissant de l'étiquetage des produits de la pêche et de l'aquaculture, la nouvelle OCM inclut de nouvelles mesures liées aux écolabels et aux exigences en matière d'étiquetage. Étant donné la prolifération des écolabels pour les produits de la pêche et la difficulté pour le consommateur de comparer ce qu'ils couvrent, un des principaux problèmes consiste à définir les normes minimales auxquelles il faut se

conformer. La FAO a déjà élaboré des directives à cet effet mais elles restent plutôt générales et imprécises. Dans le cadre de la réforme de la PCP, il a été décidé qu'une étude de faisabilité serait présentée à la fin de l'année 2015 au Parlement et au Conseil, sur la possibilité d'établir un écolabel européen pour les produits de la pêche ou de définir des critères minimums.

L'Agence française de normalisation (Afnor) a suggéré qu'il était nécessaire de créer une norme ISO pour définir une norme de durabilité reconnue sur le plan international pour les produits de la pêche maritime, tenant compte de toute une série de critères (c'est-à-dire allant plus loin que la durabilité environnementale uniquement), qui pourrait être utilisée comme référence pour tous les labels relatifs aux pêcheries durables. L'étude de faisabilité de la CE devra prendre en compte le développement potentiel d'une norme ISO dans ce domaine (voir article *Agritrade* « [Élaboration de la première norme internationale pour des pêcheries durables d'un point de vue environnemental et social](#) », 5 juillet 2014)

Les changements concernant l'étiquetage du poisson seront également introduits à compter de décembre 2014. Les labels devront indiquer le nom scientifique (en latin) ainsi que le type d'engin utilisé pour capturer le poisson : chaluts, sennes, filets dérivants, lignes et hameçons, dragues et casiers. L'étiquette peut aussi indiquer de manière optionnelle la date de pêche ou de récolte, la date de débarquement, le port de débarquement, le pavillon national du navire de pêche ainsi que des données environnementales, d'ordre éthique ou social. En outre, la zone de pêche figurant sur la liste des zones de pêche de la FAO devra être affichée, ainsi que le nom de cette zone dans des termes intelligibles

pour le consommateur, ou une carte ou un pictogramme indiquant cette zone. Ces nouvelles exigences impliqueront un degré supérieur de surveillance et de rapport sur les activités de pêche (voir article *Agritrade* « [Des règles en matière d'étiquetage des produits de la pêche renforcées](#) », 9 mars 2014).

La mise en œuvre de la réglementation INN et les initiatives des pays ACP

En décembre 2013, la commissaire européenne en charge de la pêche a annoncé que la Guinée, le Belize et le Cambodge n'ont pas abordé les problèmes structurels et n'ont pas réussi à faire preuve d'un véritable engagement pour régler le problème de la pêche illícite. Une interdiction d'importation sur le poisson a par conséquent été mise en œuvre pour ces trois pays. Les navires de l'UE ont également dû arrêter la pêche dans les eaux de ces pays. D'autres formes de coopération, telles que les entreprises conjointes ou les accords de pêche avec ces pays, ont également été interdites (voir article *Agritrade* « [Règlement de l'UE en matière de pêche INN : des interdictions d'importation de poisson proposées à l'encontre de la Guinée, du Belize et du Cambodge](#) », 23 décembre 2013).

Les ONG ont salué la décision mais ont appelé à une plus grande transparence dans la façon dont l'UE évalue les efforts des pays tiers dans la lutte contre la pêche illégale. En revanche, le secteur européen de la pêche considère que ces sanctions « manquent de poigne ». Il fait observer, par exemple, que l'accès aux eaux sous juridiction de la Guinée est désormais refusé aux flottes européennes alors que certaines flottes étrangères, notamment celle de la Corée – pays souvent cité dans les cas de pêche INN –, bénéficient encore d'un droit d'accès et peuvent

exporter le poisson capturé dans les eaux guinéennes sur le marché de l'UE (voir article *Agritrade* « [Les opérateurs exerçant des activités de pêche légales affectés par l'inclusion de la Guinée, du Belize et du Cambodge dans la liste noire de l'UE concernant la pêche INN](#) », 28 avril 2014).

À la mi-juin 2014, la Commission européenne (CE) a averti les Philippines et la Papouasie-Nouvelle-Guinée (PNG) qu'elles risquaient également d'être identifiées comme pays non coopérants dans la lutte contre la pêche illícite, non déclarée et non réglementée. Les deux pays doivent combler des lacunes spécifiques, notamment amender leur cadre juridique pour combattre la pêche INN, et améliorer les actions de contrôle et de surveillance (voir article *Agritrade* « [L'UE lance un avertissement à la PNG et aux Philippines concernant l'insuffisance de leurs mesures de lutte contre la pêche](#) », 5 juillet 2014).

« Pour la première fois, un pays de l'UE, l'Espagne, a imposé des sanctions aux membres d'équipage espagnols impliqués dans des activités de pêche illégales à bord de navires non UE »

Certains États membres de l'UE ont également pris des mesures spécifiques pour combattre la pêche INN. L'Espagne est un des rares pays ayant une législation nationale qui prévoit des sanctions contre les ressortissants travaillant sur des navires de pêche impliqués dans des activités de pêche INN. Pour la première fois dans l'UE, le ministre espagnol en charge de la pêche a imposé des sanctions financières et une interdiction d'exercer aux membres d'équipage espagnols impliqués dans des activités de pêche illégales à bord de navires non UE figurant sur la liste noire de la Convention sur la

conservation des ressources marines vivantes de l'Antarctique (CCAMLR) (voir article *Agritrade* « [L'Espagne montre l'exemple en matière de lutte contre la pêche INN au sein de l'UE](#) », 28 avril 2014).

Des améliorations ont en outre été apportées au cadre de l'UE pour la collecte de données au titre des accords de pêche. Toutefois, à ce jour, très peu de gouvernements, notamment ceux des pays ACP, ont systématiquement incorporé l'analyse des données commerciales du poisson dans leurs systèmes de suivi, contrôle et surveillance, malgré le fait que l'analyse des données commerciales sur le poisson offre une méthode rentable et utile pour accéder aux informations qui peuvent aider à lutter contre la pêche INN (voir article *Agritrade* « [L'analyse des données commerciales pour déceler les activités de pêche illégales, non déclarées et non réglementées \(INN\)](#) », 24 mars 2014).

La lutte contre la pêche INN est aussi une des principales préoccupations des pays ACP au moment de négocier le renouvellement des protocoles ou de nouveaux APP. Le Sénégal, par exemple, a mis la lutte contre la pêche INN au cœur de ses négociations avec l'UE pour un nouvel APP (voir article *Agritrade* « [La lutte contre la pêche INN en tant que base des nouvelles relations Sénégal-UE](#) », 3 mars 2014).

3. Implications pour les pays ACP

Surveiller la mise en œuvre de la réforme de la PCP

Avec l'adoption des nouvelles réglementations de l'UE sur la pêche, l'attention sera maintenant focalisée sur leur mise en œuvre. Les pays ACP devront veiller à ce que leurs droits souverains en matière de décisions de gestion des pêcheries ne soient pas minés par l'application de certains des nouveaux règlements de l'UE. Par exemple, l'application de la clause de non-discrimination de l'UE introduite dans les APPD doit être étroitement surveillée. La clause de non-discrimination devrait être conçue de façon à garantir des conditions d'accès harmonisées et transparentes aux flottes étrangères, ceci générant de meilleurs bénéfices à long terme pour le pays côtier concerné.

« Les pays ACP devront veiller à ce que leurs droits souverains en matière de décisions de gestion des pêcheries ne soient pas minés par l'application de certains des nouveaux règlements de l'UE »

Il conviendra également de surveiller de près l'interdiction des rejets, qui a été introduite graduellement depuis janvier 2014. Cela exigera une clarification de la manière dont elle sera mise en œuvre et une évaluation de son impact sur les marchés locaux du poisson dans les pays ACP. Des mesures spécifiques seront peut-être requises pour éviter la perturbation des marchés ACP locaux du fait du débar-

quement de rejets de mauvaise qualité. Ces questions doivent être abordées de manière appropriée, soit dans le cadre des accords de pêche lorsque ceux-ci existent, soit dans le cadre des accords privés.

La question des rejets devra être étroitement liée à la promotion de méthodes de pêche plus sélectives dans les eaux ACP. Bien que les APP UE-ACP mixtes incluent des clauses encourageant une pêche plus sélective depuis plus de dix ans, la mise en œuvre reste problématique. Pour y remédier, les fonds du FEAMP pourraient s'avérer utiles.

Il sera également nécessaire de surveiller l'impact du financement des moteurs et engins par le FEAMP sur les conditions de concurrence entre les flottes européennes et les flottes ACP locales. Cela pourrait en partie être abordé en mettant en commun la recherche et les innovations technologiques financées par l'UE avec les autorités ACP, y compris par le biais d'une extension du travail de la Plateforme technologique européenne pour la pêche, qui promeut des techniques de pêche plus sélectives et moins gourmandes en carburant.

L'augmentation des fonds consacrés au soutien du contrôle et de la collecte des données devrait bénéficier aux pays ACP. Plus particulièrement, des fonds accrus pour la collecte des données pourraient faciliter les demandes des pays ACP pour des données plus détaillées sur les captures et les prises accessoires des navires de l'UE dans leur ZEE (le FEAMP offre maintenant la possibilité de financer les évaluations des stocks pour les ressources ciblées dans le cadre des APPD).

D'autres mesures convenues dans le cadre du FEAMP (par exemple les subventions versées pour le déchirage

des navires et celles pour la cessation temporaire des activités) auront également un impact sur les flottes de l'UE exerçant des activités dans les pays ACP. Il n'est pas clair si cette aide s'appliquera aux flottes exclues d'un protocole d'accord existant (par ex. la flotte de pêche au poulpe exclue de l'APPD UE-Mauritanie). Si ce devait être le cas, cela contribuerait à maintenir une capacité de pêche potentiellement non souhaitée dans les eaux des pays hôtes.

« Les exportations de poissons des pays ACP vers l'UE devront se conformer à la nouvelle législation en matière d'étiquetage, en mentionnant notamment l'engin de pêche, la date limite de vente »

Du fait de la réforme, les exigences en matière d'étiquetage pour les produits de la pêche vont changer. Les exportations de poissons des pays ACP vers l'UE devront se conformer à la nouvelle législation en matière d'étiquetage (par ex. en mentionnant l'engin de pêche, la date limite de vente/date de péremption pour le poisson frais). Des mesures devront être prises dès que possible pour clarifier quel système (et investissements) doit être mis en place pour garantir la conformité avec ces nouvelles exigences sur l'étiquetage.

Diversifier les partenaires dans le but d'augmenter les bénéfices à long terme

Avec le développement des flottes de pêche en eaux lointaines des pays asiatiques, et la relance d'anciennes entreprises soviétiques (flottes russes et ukrainiennes), les gouvernements ACP ont maintenant davantage de possibilités de négocier des accords d'accès avec une série de nations de pêche en eaux lointaines. La négociation de

conditions d'accès différenciées pour les différentes flottes de pêche en eaux lointaines, telle que pratiquée dans la plupart des cas, sape les efforts visant à créer une « culture de la conformité » chez les armateurs étrangers, puisqu'ils ont tendance à ne respecter que les normes minimales, afin de préserver leur compétitivité.

Cela génère des pertes pour les pays côtiers en termes de dégradation des écosystèmes, d'opérations illégales, de sous-déclaration des captures, de concurrence avec les flottes, etc.

Les pays ACP ne bénéficieront de l'accès aux flottes étrangères que si les conditions de fonctionnement de ces flottes :

- sont harmonisées et transparentes ;
- ne contribuent pas à déprécier les ressources naturelles ACP par le biais de la surexploitation et de la destruction des écosystèmes ;
- ne constituent pas un obstacle au développement des pêcheries côtières locales.

« Les gouvernements des pays ACP doivent envisager d'établir des règles d'accès transparentes et équitables qui s'appliquent à toutes les flottes étrangères, créant ainsi des règles du jeu équitables »

Les gouvernements des pays ACP doivent par conséquent envisager d'établir des règles d'accès transparentes et équitables qui s'appliquent à toutes les flottes étrangères, créant ainsi des règles du jeu équitables pour les flottes de pêche des pays tiers. À cet égard, des progrès sont déjà réalisés dans certaines régions ACP (par ex. en Afrique de l'Ouest).

Une telle approche doit également servir de base aux modalités de gestion régionale pour les stocks partagés (petits pélagiques) et les espèces hautement migratoires (thon).

Développement d'un secteur de la pêche local

Développer un secteur thonier local

Les pays ACP devront obtenir une part appropriée de l'accès aux ressources thonières dans les ORGP pour développer un secteur thonier durable. Les systèmes traditionnels consistant à baser l'accès aux ressources thonières sur les captures historiques enregistrées freinent le développement d'une capacité de pêche des pays ACP, ces derniers n'ayant généralement pas été très actifs dans la pêche en haute mer par le passé.

« La promotion de systèmes d'allocation d'accès basés sur les captures historiques et appliquant des critères environnementaux et sociaux pourrait aider à promouvoir le développement durable des capacités de pêche au thon au niveau local »

La promotion de systèmes d'allocation d'accès qui d'une part reconnaissent les captures historiques et d'autre part appliquent des critères environnementaux et sociaux (y compris la prise en compte de l'impact des engins de pêche utilisés, la création d'emplois et le droit à l'alimentation) – tout en les reliant aux aspirations de développement du secteur de la pêche des pays ACP – pourrait aider à promouvoir le développement durable des capacités de pêche au thon au niveau local.

Développement des pêcheries locales au sein des ZEE

La concurrence entre les flottes de pêche hauturière et les flottes locales (artisanales) a été un obstacle au développement des flottes locales.

La transposition des obligations contenues dans le droit international (CNUDM), consistant à limiter l'accès des pays tiers aux ressources excédentaires, dans la nouvelle PCP de l'UE pourrait être utile à cet égard, en particulier si l'approche est appliquée à toutes les flottes étrangères.

Toutefois, il reste encore le problème de la base de la détermination de cet excédent. Afin de promouvoir le développement du secteur de la pêche local, il est nécessaire d'abandonner des approches qui prétendent que, si les stocks ne sont pas totalement exploités conformément aux données scientifiques disponibles, il existe *de facto* un excédent, puisque le secteur de la pêche local ne peut être développé que si l'on conserve une « réserve de ressources ».

S'agissant du développement de pêcheries artisanales durables, l'adoption récente par la FAO de directives volontaires pour garantir des pêcheries artisanales durables fournira un outil utile pour guider les pays ACP, ainsi que les bailleurs de fonds internationaux tels que l'UE, afin qu'ils prennent des mesures établissant un environnement favorable aux pêcheries artisanales durables.

Transparence et participation des parties prenantes : des ingrédients clés pour des bénéfices à long terme

L'opacité actuelle de la plupart des opérations de pêche dans les pays

ACP – changement de pavillon, entreprise conjointe, affrètement (les accords entre les pays ACP et l'UE étant en réalité plus transparents que ceux entre les gouvernements ACP et les flottes de pêche des pays tiers) – fait qu'il est difficile pour un pays côtier ACP d'apprécier les coûts et bénéfices à long terme de ces diverses opérations, et de concevoir et mettre en œuvre les politiques appropriées applicables à toutes les flottes d'origine étrangère.

Une attention accrue doit être accordée à la collecte et à la dissémination des informations de base sur le fonctionnement de toutes les flottes en eaux lointaines opérant dans les eaux ACP, conformément aux bonnes pratiques dans certains pays ACP. L'adoption

d'une position « pas de données-pas de poisson » dans les pays ACP pourrait générer des bénéfices immédiats dans ce domaine.

La coopération UE-ACP pour identifier les véritables bénéficiaires des accords de changement de pavillon parmi les propriétaires de navires en eaux lointaines gagnerait également à être approfondie. Les progrès récents dans le cadre des APP UE-ACP en matière de divulgation de données et de consultations publiques doivent être consolidés en instaurant des consultations publiques permanentes, et être généralisés aussi bien dans les APP de l'UE qu'en dehors des accords de l'UE, une aide financière étant mise à disposition à cet effet en vertu d'accords de coopération de pêche.

Principales sources

1. Commission européenne (CE), « Politique commune de la pêche »

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/index_fr.htm

2. CE, « Accords de pêche durable »

http://ec.europa.eu/fisheries/cfp/international/agreements/index_fr.htm

3. Le Conseil Consultatif Régional de la Pêche Lointaine (LDRAC)

<http://www.ldac.eu/en/>

4. CFP Reform Watch

<http://cfp-reformwatch.eu/fr/>

5. Stop Illegal Fishing

<http://www.stopillegalfishing.com/>

6. Europêche

<http://europeche.org/>

7. Coalition pour des Accords de Pêche Équitables

<http://www.cape-cffa.org>

8. TransparentSea, portail sur les nations avec des flottes de pêche en eaux lointaines

<http://transparentsea.co>

9. Undercurrent News, page Europe

<http://www.undercurrentnews.com/region/europe/>

À propos de cette mise à jour

Cette note de synthèse a été mise à jour en décembre 2014. D'autres publications dans cette série et des ressources supplémentaires sur le commerce agricole et de la pêche ACP-UE peuvent être trouvés en ligne à <http://agritrade.cta.int/fr>.



Le Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) est une institution internationale conjointe des États du Groupe ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) et de l'Union européenne (UE). Il intervient dans les pays ACP pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, accroître la prospérité dans les zones rurales et garantir une bonne gestion des ressources naturelles. Il facilite l'accès à l'information et aux connaissances, favorise l'élaboration des politiques agricoles dans la concertation et renforce les capacités des institutions et communautés concernées.

Le CTA opère dans le cadre de l'Accord de Cotonou et est financé par l'UE.

Centre technique de coopération agricole et rurale (ACP-UE)
PO Box 380
6700 AJ Wageningen
Les Pays-Bas
Tél : +31 (0) 317 467 100
E-mail: cta@cta.int - www.cta.int